

Burundi : les observateurs critiquent la crédibilité du scrutin

RFI, 25-07-2015 Le scrutin présidentiel a été trahi, critiqué par les observateurs étrangers, les Etats-Unis, l'Union européenne, la Belgique, mais aussi par la mission d'observation de la communauté des Etats d'Afrique de l'Est, l'une des rares missions indépendantes à avoir suivi le processus électoral, avec celle des Nations unies. Elle a publié après la proclamation des résultats, donnant Pierre Nkurunziza vainqueur, une déclaration préliminaire critiquant la crédibilité du processus électoral. L'ONU et l'UE ont également appelé à relancer le dialogue politique au plus vite.

Principal constat : le processus électoral n'a pas atteint les standards pour la tenue d'élections libres, justes, pacifiques, transparentes et crédibles. En cause, l'environnement, avec l'absence de dialogues successifs, l'absence de consensus politique, la détérioration de la situation sécuritaire, l'afflux de réfugiés, le retrait de l'Eglise catholique, la commission électorale, le retrait de certains candidats de l'élection présidentielle et la fermeture des radios privées. « L'accès limité des sources d'informations alternatives [...] réduit la possibilité pour les électeurs de faire des choix éclairés », notent les observateurs régionaux. Pour ce qui est de la présidentielle en elle-même, 25 observateurs répartis en 7 équipes ont pu visiter 80 bureaux de vote sur 11 provinces. Deux conclusions : il y avait une paix relative le jour du scrutin et dans les bureaux visités, une participation faible à moyenne. La Commission électorale parle de 73, 44%. Le président de la Commission électorale balaie toute critique d'un revers de la main : ce ne sont pas les observateurs qui valident le scrutin, mais la Cour constitutionnelle. Pour le conseiller en communication du président, ces conclusions sont non seulement fausses mais manipulées par quelques individus, qu'il s'est refusé à nommer. L'UE et l'ONU appellent à la reprise du dialogue. Les Nations unies ont envoyé une mission dans le pays dont le rapport sera présenté dans les prochains jours au Conseil de sécurité de l'ONU. Mais pour l'heure, le secrétaire général a toutes les parties à la retenue. Vannina Maestracci, porte-parole des Nations unies est revenue sur les propos de Ban Ki-moon. « Le secrétaire général a appelé toutes les parties à continuer à maintenir le calme et à reprendre tout de suite un dialogue politique inclusif. C'est pour lui la seule manière pour que les parties burundaises puissent résoudre leurs différences et répondre aux défis auxquelles le pays fait face actuellement. Le secrétaire général a également souligné la responsabilité des autorités du pays à garantir et protéger la sécurité des populations civiles et à s'engager à tout acte de violence, et ceci de la part de toutes les parties. Et puis aussi de s'assurer que des comptes soient rendus pour les violations des droits de l'homme qui auraient été commises. La commission électorale des Nations unies avait pour mandat d'observer les élections et elle va rendre compte de ces quelques jours au conseil. Nous attendons cette évaluation », rappelle Vannina Maestracci. De son côté, l'Union européenne va lancer des consultations qui pourraient déboucher sur une suspension de la coopération avec le Burundi, le pays n'ayant pas pris les mesures qui auraient garanti que les résultats de l'élection présidentielle soient représentatifs. Catherine Foy, porte-parole de l'UE, prévient aussi que l'Union européenne envisage des mesures restrictives en cas de violences. « En dépit de tous les efforts de la communauté internationale, du président Museveni, de l'Union africaine, les progrès sont insuffisants. Et donc nous appelons à ce que le processus du dialogue reprenne. Nous estimons que seul ce dialogue national pourra aboutir à un consensus politique, faire en sorte que le Burundi retrouve la stabilité et surtout que les violences cessent. Donc à ce stade nous encourageons autant que possible le dialogue entre les différentes parties pour sortir de cette situation. Bien entendu, dès que l'Union européenne a également commencé les travaux préparatoires pour des consultations spécifiques avec le Burundi, comme prévu dans les accords de Cotonou, pour faire en sorte que le gouvernement prenne des engagements qui permettent de remédier à la crise. On est en train de voir si on doit se préparer le cas échéant, prendre des mesures restrictives ciblées contre ceux qui conduiraient à cette violence ou de la répression qui entravent la recherche de la solution politique », rapporte Catherine Ray.